

**Tableau 1 : La diversité des trajectoires nationales en Europe centrale post-socialiste (1990-1997)**

	<b>Hongrie</b>	<b>Pologne</b>	<b>République tchèque</b>	<b>République slovaque</b>
<b>Système productif</b>	<p>Propriété enchevêtrée quasi-publique ;                      Holdings hybrides quasi-publics entourés de "sociétés-satellites" à contrainte budgétaire ± lâche;                      Importance des investissements directs étrangers ;                      Relations de réseaux étendues entre unités de différents holdings ;                      Economie parallèle développée ;                      Double dualisme (taille, performances) : au sein du secteur privé (intégré ou non dans les holdings) + secteur privé (petites unités hybrides) / secteur quasi-public ;                      Exportations : agro-alimentaire, biens d'équipement, appareil électrique, textile, bois-papier, pièces automobiles, métallurgie</p>	<p>Propriété enchevêtrée atténuée ;                      Holdings d'État et grandes entreprises publiques à contrainte budgétaire semi-lâche, conglomérats, PME privatisées rachetées par les employés ;                      Investissements directs étrangers en croissance ;                      Économie parallèle développée ;                      Dualisme PME privées dynamiques / grandes entreprises d'Etat;                      Exportations : métallurgie, chimie, matériel électrique, agro-alimentaire, bois-papier, biens d'équipement</p>	<p>Propriété enchevêtrée quasi-privée ;                      Holdings hybrides quasi-privés à contrainte budgétaire ± lâche ;                      Réseaux industriels ;                      Economie parallèle relativement développée ;                      Boom des petites entreprises privées aux formes parfois hybrides ;                      Exportations : matériel électrique, chimie, minerais non métalliques, bois-papier, métallurgie, biens d'équipement</p>	<p>Relations de propriété banque-État-industrie ;                      Très grandes entreprises quasi-privées ;                      Développement des PME ;                      Investissements directs étrangers relativement limités ;                      Réseaux politico-économiques ;                      Exportations : sidérurgie, minerais non métalliques, caoutchouc, textile, bois, automobile</p>

<p><b>Système financier</b></p>	<p>Propriété croisée banques-entreprises ; Marchés du crédit et des dépôts peu concurrentiels et segmentés ; Petites banques mixtes à participation étrangère très performantes ; Grandes banques privatisées et assainies</p>	<p>Propriété croisée banques-entreprises peu développée ; Nombreuses banques petites et moyennes : concurrence accrue mais système bancaire instable ; Marché financier dynamique et bien réglementé</p>	<p>Propriété croisée inter-banques et contrôle des FIP (propriétaires des entreprises) ; Marchés du crédit et des dépôts peu concurrentiels et segmentés ; Marché financier multiple et peu réglementé</p>	<p>Relations de propriété banques-entreprises ; Domination des marché du crédit et des dépôts par trois grandes banques ; Relation de crédit ± lâche pour les grandes entreprises</p>
<p><b>Compromis socio-économique</b></p>	<p>Pacte social implicite salariés/employeurs de type coalition d'intérêts aux dépens de l'État et peu compatible avec le durcissement de la contrainte budgétaire ; Chômage élevé et déguisé ; Syndicats divisés ; Tripartisme affaibli</p>	<p>Relations sociales conflictuelles : pacte social explicite tenté par l'État fin 1993, en partie abandonné par le gouvernement suivant ; Syndicats historiquement puissants et revendicatifs, mais paysage syndical bipolaire en voie d'éclatement ; Syndicats représentés politiquement ; Négociations tripartites en phase d'apprentissage ; Chômage élevé</p>	<p>Pacte social implicite de type coopératif renforcé par l'État par un ensemble de mesures accommodantes ; Chômage faible et déguisé ; Syndicat décrédibilisé et non représenté politiquement ; Pseudo-tripartisme</p>	<p>Pacte social implicite soutenu par une couverture sociale étendue et une faible dispersion des salaires ; Chômage élevé ; Négociations collectives décentralisées au niveau de l'entreprise ; Tripartisme au niveau national</p>
<p><b>État</b></p>	<p>Paternalisme post-socialiste à tendance redistributive ; Régime de protection sociale universelle affaiblie ; Faible légitimité de l'État</p>	<p>Paternalisme modéré ; Régime de protection sociale universelle "dégénérée" ; "Résistance" face à l'État</p>	<p>Soutien de l'État aux entreprises industrielles ; Régime de protection sociale "social-libéral" ; Légitimité de l'État assez élevée</p>	<p>Paternalisme post-socialiste à tendance redistributive ; Régime de protection sociale universelle affaiblie ; Pression fiscale élevée</p>

**Tableau 2 : Une typologie des capitalismes européens contemporains**

	<b>Capitalisme anglo-saxon</b>	<b>Capitalisme rhénan</b>	<b>Capitalisme étatique</b>	<b>Capitalisme social-démocrate</b>	<b>Capitalisme post-socialiste émergent</b>
<b>Système productif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rôle déterminant des marchés et de la concurrence</li> <li>• Tradition entrepreneuriale forte</li> <li>• Importance de l'innovation</li> <li>• Relations étroites industrie-université dans les activités de haute technologie</li> <li>• Grandes firmes très hiérarchiques</li> <li>• Dégradation des équipements collectifs</li> <li>• Spécialisation : pharmacie, édition, informatique, loisirs, haute technologie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concurrence tempérée, accent sur la qualité</li> <li>• Culture économique traditionaliste (épargne, faible intérêt pour la spéculation)</li> <li>• Compétitivité internationale de haut niveau</li> <li>• Importance des PME protégées de la concurrence de la grande industrie</li> <li>• Spécialisation : automobile, chimie, mécanique, matériel électrique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secteur public important</li> <li>• Tissu de PME dynamiques</li> <li>• Économie souterraine importante</li> <li>• Grandes entreprises compétitives</li> <li>• Spécialisation : transports, aéronautique, armement, produits pharmaceutiques, agro-alimentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grandes entreprises multinationales</li> <li>• Faible développement des activités de haute technologie et spécialisation dans : transport, bois, papier, agro-alimentaire, énergie, métallurgie, biens d'équipement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relations de propriété banque-État-industrie</li> <li>• Importance des réseaux</li> <li>• Secteur public important</li> <li>• Holdings post-socialistes contrôlés par l'Etat, avec contrainte budgétaire ± lâche</li> <li>• Micro-entreprises hybrides</li> <li>• Économie informelle développée</li> <li>• Sous-développement des PME</li> <li>• Spécialisation : métallurgie, chimie, bois-papier, matériel électrique, machines et matériel de transport, agro-alimentaire, matières premières</li> </ul>
<b>Système financier</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capital-risque développé</li> <li>• Importance du marché financier : pression de l'évaluation boursière, contrainte de rendement financier, OPA hostiles, intéressement des managers à la valeur marchande de l'entreprise</li> <li>• Auto-financement des entreprises élevé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Propriété croisée banque-entreprise</li> <li>• Actionnariat stable et concentré</li> <li>• Domination des banques : contrôle des managers, crédits à long terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement moindre des marchés financiers</li> <li>• Domination de l'intermédiation bancaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Marchés financiers peu développés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Domination des grandes banques généralement publiques</li> <li>• Marchés du crédit et des dépôts peu concurrentiels et segmentés</li> <li>• Réseaux de crédit</li> <li>• Petites banques à capitaux étrangers</li> <li>• Petites banques nationales hybrides</li> <li>• Marchés financiers émergents embryonnaires</li> <li>• Importance de l'autofinancement</li> <li>• Pseudo-indépendance de la Banque centrale</li> <li>• Confiance dans la monnaie fragilisée</li> </ul>
<b>Compromis socio-économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pacte social anglo-saxon : faible taux de syndicalisation, inégalités fortes, chômage limité, niveau de formation relativement faible</li> <li>• Rôle des conventions collectives</li> <li>• Marché du travail concurrentiel : flux d'entrées-sorties élevés, courtage (chasseurs de tête), variation du salaire moyen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pacte social rhénan : salaires élevés, niveau de formation élevé, longue période d'emploi, inégalités sociales limitées, réduction du temps de travail</li> <li>• Syndicats puissants et gestionnaires</li> <li>• Négociations collectives de branche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pacte social salariés-employeurs conflictuel stabilisé par l'État</li> <li>• Syndicats revendicatifs et divisés</li> <li>• Faible légitimité du patronat</li> <li>• Négociations collectives arbitrées par l'Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pacte social social-démocrate : salaires élevés, chômage faible, faible dispersion des salaires, niveau de formation élevé</li> <li>• Politique active de l'emploi efficace</li> <li>• Taux de syndicalisation élevé</li> <li>• Négociations collectives tripartites centralisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pacte social hybride</li> <li>• Syndicats affaiblis et divisés</li> <li>• Organisations patronales embryonnaires</li> <li>• Pseudo-tripartisme</li> </ul>

<p><b>Etat</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tradition de résistance face à l'Etat central et intervention de l'Etat limitée</li> <li>• Régime de protection sociale résiduel</li> <li>• Régime fiscal libéral</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rôle de l'Etat dans la correction, le renforcement et le contrôle des marchés</li> <li>• Etat stimule l'action collective</li> <li>• Etat fédéral</li> <li>• Régime de protection sociale conservateur-corporatiste</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tradition d'un État central fort et interventionniste</li> <li>• Bureaucratie d'élite</li> <li>• Politique industrielle développée</li> <li>• Régime de redistribution développé : protection sociale étendue et pression fiscale importante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rôle important de l'État dans l'activité économique</li> <li>• Régime de redistribution très développé : régime de protection sociale universelle, pression fiscale très élevée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appareil d'État surdimensionné</li> <li>• Proximité entre les milieux politique et économique</li> <li>• Couverture sociale relativement étendue</li> <li>• Régime fiscal peu cohérent</li> </ul>
<p><b>Pays de référence</b></p>	<p>Etats-Unis, Canada, Australie, Royaume-Uni</p>	<p>Allemagne</p>	<p>France, Italie, Espagne</p>	<p>Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Autriche</p>	<p>Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie (?), Bulgarie (?)</p>